



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
la société ACIERIES ET FORGES D'ANOR de régulariser
sa situation administrative pour les activités
qu'elle exploite à ANOR.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I,II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 23 avril 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant le 25 juin 2018 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du Code de l'environnement introduit de nouvelles dispositions administratives et pénales en termes de contrôle des installations classées ;

Considérant que lors de la visite du 29 janvier 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Exploitation d'installations de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux ;
- Exploitation d'installation de chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus ;
- Exploitation d'installation de travail mécanique des métaux et alliages ;
- Exploitation d'installation de fonderie et fabrication de produits moulés pour les métaux et alliages ferreux ;
- Exploitation d'installation de grenailage et de matière abrasive ;
- Exploitation d'installation de refroidissement par tour aéroréfrigérante.

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- *2770 : Installations de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793 (autorisation) ;*

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 29 janvier 2018 - relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2770 est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- *2562 : Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus. Le volume des bains étant supérieur à 500 L (autorisation) ;*

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 29 janvier 2018 - pour un volume de 1000 L relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2562 est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- *2560 : Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1 000 kW (enregistrement) ;*

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 29 janvier 2018 - pour une puissance de 12 640 kW relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2560 est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- *2551 : Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux La capacité de production étant supérieure à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j (déclaration) ;*

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 29 janvier 2018 - pour une capacité de production de 7,5 t/J relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2551 est exploitée sans la déclaration nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- *2575 : Emploi de matières Abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW (déclaration) ;*

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 29 janvier 2018 - pour une puissance de 50kW relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2575 est exploitée sans la déclaration nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- 2921 : Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (déclaration) ;

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 29 janvier 2018 - pour une puissance de 1314 kW relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 est exploitée sans la déclaration nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

Considérant les atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liées à la poursuite de l'activité de la société ACIERIES ET FORGES D'ANOR en situation irrégulière, notamment :

- les rejets de l'installation de régénération thermique des sables de fonderie ;
- les rejets des installations de fonderie et de traitements mécaniques associés ;
- l'exploitation d'installation de refroidissement par tour aéroréfrigérante ;

Considérant que face à ce manquement il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ACIERIES ET FORGES D'ANOR de régulariser sa situation administrative ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord par intérim,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet :

La société ACIERIES ET FORGES D'ANOR est mise en demeure de régulariser la situation administrative du site qu'elle exploite à ANOR (59186) 40 rue du Maréchal Foch, soit :

- En déposant un dossier de demande d'autorisation ;
- En cessant son activité et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les six mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation ce dernier doit être déposé dans les délais prévus par l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 -

Le dossier de demande d'autorisation devra être déposé dans sa totalité dans un délai de 9 mois.

En vu de la constitution de la demande d'autorisation complète, les échéances suivantes sont à respecter :

- l'exploitant fournit sous un mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;
- l'exploitant fournit dans les six mois les éléments prescrits au point 4 de l'article R.181-13 ;
- l'exploitant fournit dans les six mois l'étude d'impact ou d'incidence prévue aux articles R.181-13 et R.181-14 du code de l'environnement ; L'ensemble des délais susvisés courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'ensemble des délais susvisés courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 –

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 4 – Délais et voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord par intérim et le sous-préfet d'AVESNES SUR HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire d'ANOR,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie d'ANOR et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

Fait à Lille, le

1 AOUT 2018

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,


Thierry MAILLES

